

ARRETE N° 2024 / 0780
REGLEMENTANT LA VOIRIE URBAINE - Interdiction de Circulation

LE MAIRE DE MILLAU,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ; notamment les articles L2212-1, L 2213-1 et suivants,
Vu le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L112-2 et suivants,
Vu l'arrêté municipal n°438 du 26 Mai 2015 réglementant la circulation générale et le stationnement sur le territoire de la Commune de Millau,
Considérant la demande de l'entreprise **SEVIGNE T.P - La Borie Sèche BP6 12520 Aguessac 12100** effectuant la pose de bornes escamotables pour le compte de la Commune de Millau.
Considérant les perturbations de circulation qui pourraient être entraînées du fait de **ces travaux**.
Considérant qu'il appartient au Maire, de prendre toute mesure propre à éviter les accidents.

ARRETE

ARTICLE I : Par dérogation aux dispositions générales de l'arrêté du 26 Mai 2015 modifié susvisé :

La circulation de tous véhicules autres que ceux indispensables aux travaux sera interdite :

- Rue Droite entre le bd de l'Ayrolle et la rue Peyollerie
- Places des Halles entre la rue Fernand Candon et la rue du général Sarret
- Rue Clausel de Coussergues
- Rue Pasteur entre la place M. Foch et la rue Claude Peyrot

Du 01/07 au 26/07/24 au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

ARTICLE II : La signalisation relative à cette interdiction sera mise en place par les soins, aux frais et sous la responsabilité du mandataire. Sa responsabilité pourra être engagée en cas de défaut ou même d'insuffisance de cette signalisation. Le présent arrêté devra être affiché de manière lisible pendant toute la durée de son application.

ARTICLE III : Les droits des tiers, notamment ceux des riverains, sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE IV : Le présent arrêté sera publié et transmis au registre des arrêtés du Maire.

ARTICLE V : Conformément à l'article R.421.5 du Code de la Justice administrative, le présent arrêté peut-être contesté dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

ARTICLE VI : M. Le Directeur Général des Services de la Mairie de Millau, M. Le Directeur des Services Techniques, M. Le Commandant de Police Nationale, M. Le Responsable de la Police Municipale et tous les agents de la force publique présents sur le territoire pendant la période visée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis à l'intéressé.

Fait à Millau le 20 juin 2024

Par délégation de Mme la Maire
Laurent CARRIERE

Directeur Général des Services Techniques

